

Francia. Forschungen zur westeuropäischen Geschichte

Herausgegeben vom Deutschen Historischen Institut Paris

(Institut historique allemand)

Band 1 (1973)

DOI: 10.11588/fr.2001.2.46975

Rechtshinweis

Bitte beachten Sie, dass das Digitalisat urheberrechtlich geschützt ist. Erlaubt ist aber das Lesen, das Ausdrucken des Textes, das Herunterladen, das Speichern der Daten auf einem eigenen Datenträger soweit die vorgenannten Handlungen ausschließlich zu privaten und nicht-kommerziellen Zwecken erfolgen. Eine darüber hinausgehende unerlaubte Verwendung, Reproduktion oder Weitergabe einzelner Inhalte oder Bilder können sowohl zivil- als auch strafrechtlich verfolgt werden.

Demokratie, als ein Sinnbild für die Werte galten, denen die Revolution zum Durchbruch verholfen hatte.

Die Gemeinden feierten nicht nur die Revolution, sondern fügten sie auch überwiegend in eine Geschichte der langen Dauer ein, um die Tradition, die Kontinuität herauszustellen. Sie wollten die Vergangenheit wiedererwecken, die Eigenart des Ortes, des Departements, der Region betonen, deren Ansehen heben, um die Identifikation der Bewohner mit ihrer »petite patrie« zu festigen, um eine »collectivité locale« zu fördern, in einer Zeit, in der die »exception française« in europäischen Makrostrukturen aufzugehen, die »identité française« sich in einem vereinten Europa aufzulösen drohte.

Die Gedenkfeiern fanden den stärksten Widerhall in den Kommunen, in denen die Linke lange vorherrschte, die Kirche an Rückhalt verloren, der Terror der Jakobiner nur wenig Spuren hinterlassen hatte. Im Westen, im Elsaß oder im Südwesten des Massif central, wo die Rechte oder die politische Mitte überwogen, fanden sie hingegen weit weniger Anklang. Hierin widerschien, in welchem Maße die Revolution von 1789 auch 200 Jahre danach die politischen Milieus noch zu trennen vermochte.

Einesteils führt Garcia vor, wie weit der Verlauf der Revolution, die Ereignisse und Personen, die auf sie am stärksten einwirkten, dem kollektiven Gedächtnis entrückt sind. Andern-teils arbeitet er überzeugend heraus, wie sehr sich die Franzosen immer noch der Tradition, einer Geschichte der »longue durée«, in der selbst Revolutionen, Brüche von tiefgreifender Art, an Bedeutung verlieren, wie sehr sie sich aber auch der Republik und deren Institutionen verbunden fühlen.

Bernd JESCHONNEK, Eisenach

Michael RAPPORT, *Nationality and Citizenship in Revolutionary France. The treatment of foreigners 1789–1799*, Oxford (Oxford University Press) 2000, X–382 p.

La dissolution de la Yougoslavie, les débats sur la globalisation, sur l'intégration européenne et sur un »droit d'ingérence« fondé sur des droits humains universels, parallèlement à la résurgence des identités religieuses et ethniques, ont récemment relancé les enquêtes sur la place des étrangers dans la formation de la nation durant l'époque charnière de la Révolution française. De fait, c'est bien dans ces discussions actuelles que se situe d'emblée Michael Rapport. Doublement mis en question dans la France des années 1980–1990, d'une part par le développement du Front National, d'autre part par l'émergence d'un courant d'intellectuels libéraux favorable à un modèle pluraliste de citoyenneté, l'idéal révolutionnaire assimilationniste se trouve pour la première fois critiqué, identifié, analysé.

Son étude s'inscrit aussi dans une tradition historiographique. En 1918, Albert Mathiez lisait à la lumière de la révolution bolchévique et de l'Internationale socialiste le cosmopolitisme proclamé en 1789; à ses yeux, les circonstances (la guerre à partir de 1792 et la Terreur en 1793–1794) expliquaient l'évolution d'une conception cosmopolite de la citoyenneté vers une pratique xénophobe, conduisant à l'exécution entre autres d'Anacharsis Cloots (un hébertiste) et de Thomas Paine (un dantoniste) le 25 décembre 1793, pourtant faits citoyens français un an auparavant. En 1949, Hannah Arendt, à l'inverse, décelait une tension présente d'emblée dans le discours révolutionnaire, partagé entre l'affirmation générale des droits de l'homme et la valorisation de la souveraineté nationale. Deux ouvrages récents ont, quant à eux, mis en lumière le rôle de l'idéologie. Selon Florence Gauthier, la référence aux droits universels et naturels disparaît vers 1795, cédant la place à la notion des droits de l'homme. Sophie Wahnich impute l'évolution à l'idéologie et au langage révolutionnaire: les limites de la citoyenneté finissent par coïncider avec la frontière de la nationalité dans le contexte de suspicion d'août 1793, tandis qu'on tend à identifier l'humanité à la

France. L'étude de M. Rapport ne sonde donc pas un terrain vierge. Il justifie son entreprise à un triple titre: dans la lignée de l'interprétation culturelle de F. Furet (dans laquelle s'inscrit S. Wahnich), soulignant la formation d'une culture politique nouvelle, l'accent n'est placé que sur le discours – or M. Rapport entend démontrer l'existence d'une contradiction non seulement au niveau du discours, mais aussi entre le discours et les pratiques; le débat sur la formation d'une culture politique moderne accentue trop à ses yeux, ensuite, la rupture avec le passé – or la pratique suggère l'existence de permanences; enfin, M. Rapport soulève la question de l'impact à long terme de la Révolution sur l'identité française.

Analysant le statut des étrangers sur le long terme, M. Rapport commence son étude par un chapitre sur l'Ancien Régime. Il montre que le traitement des étrangers dépendait de leur rôle dans la société française; la véritable nationalité importait moins que la loyauté et l'obéissance au roi, et, plus que tout, l'activité – nombre d'étrangers disposaient de longue date de statuts privilégiés dans l'administration et l'armée. En supprimant les privilèges, la Révolution mit en question le rôle de ces étrangers; dans la réponse des révolutionnaires, le pragmatisme l'emporta néanmoins sur l'idéologie. Dans un 2^e chapitre sur l'Assemblée Constituante, M. Rapport souligne en effet que la «nationalisation» de la question ne fut jamais totale. Des patriotes et des financiers étrangers continuèrent à intervenir, dans des organes propres, au sein de la Garde nationale ou des clubs politiques: jusqu'à la fusillade du Champ-de-Mars le 17 juillet 1791, on ne peut parler d'orthodoxie politique. Entre octobre 1791 et mars 1793, le cosmopolitisme devint, à la faveur de la guerre, plus militant, encourageant des étrangers à participer à la vie politique de la révolution (par le biais de demandes de naturalisation, la création de sociétés politiques, etc.) ou aux combats dans des légions spécifiques; les défaites raidirent les positions et créèrent un cadre dans lequel s'inscrivirent les toutes premières mesures discriminatoires à l'encontre des étrangers. Celles-ci touchèrent néanmoins peu de sujets; à la fin de mars 1793, non seulement la politique restait fluide mais la République devait lutter pour sa propre survie: la législation ne fut pas l'effet d'une idéologie déterminée. La Terreur (4^e chapitre) mena à la xénophobie. Mais même durant cette période, la promotion du critère de la nationalité résulta avant tout de la pénétration de l'autorité de l'État à tous les niveaux de la société. La pratique fut toutefois plus nuancée. Les autorités centrales et locales ne se montrèrent guère efficaces et adoucirent souvent délibérément les lois; l'utilité des étrangers prévalut sur leur orthodoxie politique (ainsi, les soldats étrangers débandés furent réintégrés dans d'autres unités, les patriotes étrangers restèrent en liberté, et les artisans furent protégés); même exclus de la Convention le 25 décembre 1793, les étrangers continuèrent de participer à la vie politique à un niveau plus local, dans les comités de surveillance des sections, et sociétés populaires et l'armée. Analysée dans un 5^e chapitre, la politique suivie entre Thermidor et Brumaire se montra plus clément: les mesures répressives furent lentement abrogées, même si, du fait de l'instabilité politique, nombre de mesures de l'An II restèrent en vigueur. Mais même après Fructidor, on chercha à protéger les entrepreneurs et les artisans étrangers qualifiés. Napoléon Bonaparte œuvra, ici comme ailleurs, en représentant du double héritage, révolutionnaire (il fit rédiger une déclaration des droits civiques des étrangers et précisa des règles de naturalisation tout en développant encore l'appareil étatique de surveillance) et de l'Ancien Régime (il restaura le droit d'aubaine et les lettres de naturalité, rétablissant des liens verticaux entre gouvernants et gouvernés).

Au terme de cet ouvrage, l'idéologie n'est plus la force motrice. La pratique pragmatique des révolutionnaires souligne les tâtonnements dans la définition d'un nouvel ordre; la Révolution a laissé des fêlures dans l'ordre national, par lesquelles l'existence d'une pratique cosmopolite limitée a pu continuellement s'exercer. L'attitude face aux étrangers s'inscrit dans des schémas de long terme, la nouveauté résidant dans l'intensité des débats et des réactions. Refusant de s'engager dans un parti-pris tranché, M. Rapport manie constamment la nuance et les demi-teintes, pour finir par se ranger plutôt dans la lignée de Mathiez. On aurait par-

fois aimé une étude plus différenciée des communautés d'étrangers, avec des cartes de leur implantation dans les villes et à la campagne, entre Paris et la province, avec des tableaux plus fouillés des statuts sociaux, et des analyses de trajectoires individuelles; l'enquête aurait aussi pu être enrichie par la prise en compte du discours et des pratiques des étrangers dans la France et face à elle, et par la problématique des transferts culturels. Il n'en reste pas moins que cet ouvrage s'impose comme une étude majeure sur le rôle des étrangers durant la période révolutionnaire et leur influence dans la formation d'une »identité« nationale.

Claire GANTET, Paris

David ANDRESS, *French society in revolution 1789–1799*, Manchester, New York (Manchester U.P.) 1999, XXIII–220 S. (New frontiers in History).

Die angelsächsische Kultur der Intensivproduktion von historischen Darstellungen für den Gebrauch im akademischen Unterricht hat einen großen Vorteil, denn die Narrative werden in sehr kurzen Abständen an den aktuellen Stand der spezialisierten Forschung angepaßt. Immer wieder schießen deshalb neue Serien aus dem Boden, die flexibel auf die sich ändernden Schwerpunktsetzungen in der Forschung reagieren können.

Nach einem Moment des Atemholens, der einen gewissen Erschöpfungszustand nach der vom Bicentenaire ausgelösten zehnjährigen Publikationswut ausdrückte, ist nun auch wieder die Französische Revolution Gegenstand solcher Zusammenfassungen. Nach dem bibliographischen Überblick von Andress sind in den letzten Jahren vor allem Reader zur historiographischen Debatte der achtziger Jahre erschienen, während der Vf. hinsichtlich des eigentlichen Forschungsstandes eher auf Studien, die fünfzehn Jahre alt sind, rekurriert.

Darin besteht das Dilemma dieses Buches, das eine geschlossene Erzählung bieten will, sich aber angesichts des vorgegebenen Raumes von vornherein für die Auslassung großer Bereiche der neueren Forschung entscheiden mußte. Bevor der Leser jedoch zu den einleitenden Überlegungen des Vf. gelangt, in denen die Auswahlkriterien erläutert werden, muß er sich durch 33 Seiten Chronologie und biographisches Glossar quälen – beides ist an anderer Stelle ausführlicher und kompetenter zu bekommen. Danach folgt die übliche Erzählung von der langen Dominanz marxistischer Deutungen der Revolutionsgeschichte, die dann durch einen zunächst angelsächsischen und später von François Furet getragenen Revisio-nismus herausgefordert und zusammengebrochen sei. Man kann dies inzwischen mit Fug und Recht die eigentliche Vulgata der Revolutionshistoriographie nennen. Immerhin fällt dem Autor auf, daß mit dem sog. Sieg der Revisionisten in der historiographischen Schlacht, die immer noch in Hollywood-Manier als Duell Soboul–Furet imaginiert wird, ohne Nuancen und Veränderungen durch das Auftauchen weiterer Kombattanten zu berücksichtigen, jedenfalls nicht alle Probleme gelöst sind.

Was sich dann anschließt, ist jedoch eine völlig konventionelle Darstellung des Revolutionsverlaufs, mit Sympathie für das »große Jahr« 1789 und das Wiederaufbauprojekt im darauffolgenden Jahr. Terreur und Jakobinerherrschaft erscheinen als ephemere Krise, die bald mit dem Tod der radikalen Protagonisten endete, um in der Suche nach einer neuen sozialen Ordnung während des Direktoriums ihre Überwindung zu finden. Akteure dieser Story sind im wesentlichen die bekannten *hommes politiques* des Revolutionsdezenniums von Ludwig XVI. bis zu Robespierre. Weder vollzieht Andress die Entdeckung der politischen Exponenten der Volksbewegungen nach, die in der vorwiegend sozialgeschichtlich inspirierten Phase der historiographischen Entwicklung angeregt wurde, noch kann er etwas mit den Handlungsträgern der neuen Kulturgeschichte anfangen.

Das Büchlein endet mit dem Abdruck von 35 Dokumentenauszügen und einem Essay zur neueren Literatur. Für Erstsemester mag damit eine nützliche Einstiegslektüre ohne großen Anspruch vorliegen, die man auf Reisen gut konsumieren kann. Angesichts einiger nach